

reçus au cours des 20 dernières années au sujet de la marine marchande du Canada. Je dois donc me contenter de supplier qu'on s'empresse d'élaborer une politique pétrolière qui permette au Canada d'assurer le transport de ce pétrole vers les marchés continentaux des États-Unis.

Si nous sommes en mesure de transporter ce pétrole et ce gaz, nous profiterons des occasions d'emploi que créera la construction de ces pipe-lines. En outre, de nouvelles villes frontalières surgiront. Nous bénéficierons non seulement de ces pipe-lines mais aussi des industries qu'on établira en bordure au cours du prochain siècle. Sans cela, cette industrie sera perdue pour nous.

● (9.00 p.m.)

J'ai vu dans des journaux partout aux États-Unis et au pays des éditoriaux qui indiquent que l'administration de l'Alaska se préoccupe justement de cela. On veut aménager une grande installation maritime. On veut construire un grand port arctique pour acheminer ce pétrole au nom de notre pays. En construisant ce réseau de pipe-lines que j'envisage, nous pourrions faciliter l'exploitation de nos propres réserves.

Ce n'est pas seulement la baie de Prudhoe qui est riche en pétrole. Nous avons toutes les raisons de croire qu'elle ne constitue qu'une minime partie d'une nappe pétrolière beaucoup plus considérable qui s'étend dans tout le Nord canadien, les îles de l'Arctique et les lits marins à proximité du territoire canadien. On estime que d'ici 25 ans ces réserves se révéleront si vastes qu'elles rendront insignifiantes celles de la baie de Prudhoe. Seule la construction de pipe-lines pourrait nous permettre d'acheminer le produit de cette exploitation. C'est notre chance et nous devons agir promptement.

J'espère bien que le gouvernement n'écouterà pas ces députés à mon extrême-droite qui préconisent que le gouvernement monopolise ce domaine. Ceux qui demeurent dans les tours de nos grandes villes doivent avoir une source de revenu. Nous devons faire certaines concessions pour inciter les Canadiens à soutenir ce projet. Nous devons trouver des moyens alléchants, mais alignés sur notre régime fiscal, pour encourager les gens, surtout les jeunes, à aller passer l'été dans le Nord. Certains étudiants pourraient très bien consacrer quelques mois à explorer la région et à ériger ces pipe-lines. Nous devrions les encourager à le faire au moyen de dégrèvements fiscaux. Peut-être pourrions-nous leur offrir une exemption d'impôts pour une durée de cinq ans; ils aménageraient le territoire et nous aiderions ces jeunes à terminer leurs

études universitaires. Ce serait un investissement pour le pays. Ces jeunes bénéficieraient plus tard de l'expérience quand ils vivraient dans les tours de nos agglomérations urbaines. Ils ont besoin d'un revenu supérieur à ce que peut leur offrir l'assistance publique. C'est un nouveau coin de l'arrière-pays qu'il faut exploiter.

Cette mise en valeur promet davantage que la plus forte ruée vers l'or de notre époque. Je pense aux gisements de pétrole des Territoires du Nord-Ouest, de l'Arctique et des régions avoisinantes, contrées riches aussi en dépôts de cuivre et en ces ressources hydrauliques dont a parlé le député de Calgary-Sud (M. Mahoney). Nous devons songer aux gisements, à une politique pétrolière, mais aussi à une politique des transports. Nous devons assurer les services de transport dans le Nord, surtout le long du Mackenzie. La meilleure façon serait peut-être de construire des pipe-lines.

Quand je suis arrivé à la Chambre, il y a onze ans, j'étais conscient de la valeur prodigieuse des sables bitumineux du nord de l'Alberta. Je crains qu'ils ne soient pas exploités avant bien des années, mais ils seront encore là après qu'on aura extrait le pétrole des îles de l'Arctique. Cette ressource attendra un développement futur qui exigera de la perspicacité et de l'encouragement. Nous devons dès maintenant nous faire une idée précise du développement du Nord et nous devons agir.

Je ne saurais assez abonder dans le sens de mon confrère, le député de Calgary-Nord (M. Woolliams), lorsqu'il dit que nous ne devons pas attendre des États-Unis qu'ils coopèrent avec nous sur le plan économique si, à notre tour, nous ne coopérons pas avec eux, tant sur le plan économique qu'idéologique. Je crois que nous sommes plus proches de l'idéologie des États-Unis que de celles d'autres pays. Notre avenir dépend de la sécurité collective de l'Amérique du Nord.

Les idéaux défendus par les pays libres d'Europe auxquels nous avons lié notre sort, ne sont plus dignes de confiance. Ces pays sont maintenant vulnérables. Si nous nous rangeons du côté de nos amis d'Amérique du Nord, il se peut qu'en l'an 2000 ce continent soit puissant et libre. Faisant partie du continent nord-américain, le Canada doit être prêt à se défendre. Nous devons donc agir de concert avec les États-Unis. Il ne faut pas que nous fassions de notre pays un refuge pour ceux de nos voisins du Sud qui se déroberont à leurs responsabilités. Critiquer ne suffit pas. Il faut prouver que nous voulons entamer le XXI^e siècle sur une base de négociation, ne comptant pas uniquement sur nos grandes ressources naturelles, nos immenses ressources hydroélectriques, nos réserves d'eau